

ADMINISTRATION

3, Rue du Marché-des-Patriarches
PARIS (5°)

Paraissant mensuellement

le Paria

Tribune du Proletariat Colonial

報 働 勞

Abonnement, Un an : 3 francs

Chèque postal : 92-22-Paris

LE BLOC DES GAUCHES A L'ŒUVRE

L'INDIGÈNE EN FRANCE

La clique coloniale est arrivée à ses fins. Le crime qu'elle préparait depuis longtemps a été accompli à la grande satisfaction des requins coloniaux.

Sous le règne du démocrate Herriot et du consul Steeg, de la Ligue des Droits de l'Homme, d'ignobles mesures de répression ont été appliquées envers les ouvriers algériens qui fuyant la trique des esclavagistes, viennent en France trouver des conditions de travail plus humaines que celles dont ils souffrent dans leur pays.

La nouvelle loi d'exception, déjà en vigueur, dit :

A dater du 1^{er} octobre, les indigènes algériens, désireux de se rendre dans la métropole, ne pourront s'embarquer qu'après s'être conformés aux règles suivantes, édictées par le ministre de l'Intérieur, en vue de leur éviter d'être exposés, comme cela se produit actuellement, à quitter leur foyer algérien sans avoir acquis la certitude préalable de trouver en France au moins l'équivalent de ce qu'ils abandonnent : c'est-à-dire un travail rémunérateur et correspondant à leurs aptitudes (sic) :

1^o Les indigènes se rendant en France pour travailler devront produire, avant leur embarquement :

a) Un certificat d'engagement visé par le ministre du Travail (Office de placement du département où se trouve le lieu de travail), certificat assurant au travail à l'intérêt des son arrivée à destination ;

b) Une carte d'identité avec photographie délivrée par le maire ou l'administrateur de la commune où l'indigène est domicilié et mentionnant les nom, prénoms, âge de l'intéressé et sa profession habituelle ;

c) Un certificat médical délivré aux frais de l'intéressé par un médecin spécialement désigné à cet effet par l'administration et attestant que l'indigène est physiquement apte à travailler en France et qu'il n'est atteint d'aucune maladie contagieuse ou tuberculeuse.

2^o Les indigènes se rendant en France pour tout autre motif pourront, comme les Européens, être astreints, au moment de leur embarquement et de leur débarquement, à justifier de leur identité, à produire la faculté de le faire par la production, soit de la carte d'identité exigée des travailleurs, soit de tout autre pièce officielle permettant de vérifier leur identité, leur domicile et leur profession.

Cette justification sera obligatoire pour les passagers de 3^e ou 4^e classe qui ne pourront s'embarquer que sur présentation de la carte d'identité du modèle adopté pour les travailleurs, cette carte ayant, dans ce cas, une validité n'excédant pas un an.

Et voilà encore l'immonde indigénat qui poursuit implacablement les malheureux cherchant à s'élever à leurs misères et à leurs souffrances.

Un coup a été savamment préparé. La presse propagande a déversé ses ordures sur les parbes algériens, jadis appelés héros de la guerre, le gouvernement général et ses ministres. Ils ont été présentés sur place collés avec le ministre libéral pour l'exécution du crime. Leurs vils laquais indigènes, Bach Agha Alaoua ben Ali Chérif, les

caïds Mohammed Smati et Lakhdar, saïd ou Achour, toute une escouade de vendus suant la bêtise et la trahison, pilotés par l'intect Bentami, celui dont on charge, comme en 1920, des plus infâmes besognes : tous ces bourgeois musulmans vinrent, comme des entremetteurs, de café en café, jeter l'absolution sur les procédés criminels du gouvernement et essayer d'apaiser la colère justifiée des masses ouvrières indigènes. Ils furent trop lâches pour affronter la colère publique dans un meeting, ils préférèrent le maquignonnage auquel ils sont habitués.

Un certain Izarar, qui aida de ses deniers le premier meeting de l'Emir Khaled, poussa la lâcheté jusqu'à déposer dans les cafés et restaurants algériens une ordure ainsi conçue :

Musulmans de Paris,

... Il y a un danger pour nous et contre lequel nous devons nous mettre en garde et que vous ignorez certainement, c'est l'immixtion dans votre vie propre de certaines gens qui n'ont d'autres soucis que de satisfaire leurs propres intérêts, ces gens que nous ne nommerons pas (il voulait dire : l'Emir Khaled) vous les connaissez aussi bien que nous, puisqu'ils se sont adressés à vous et vous les avez soutenus de vos deniers et de vos personnes. Seul a été le résultat de leur propagande antigouvernementale française ?

Vous ne devez donc plus vous fier à des paroles que le miel des promesses vous fait accepter sans grimace, en éloignant de vous toutes personnes de cette espèce qui ne font que nous nuire ; vous devez vous grouper autour de vous-mêmes, en choisissant parmi vous qui vous croyez digne de vous représenter si jamais vous en arrivez là.

La méfiance peut être un défaut ; mais, en ce cas, c'est un devoir qui s'impose. N'ayez confiance qu'en vous-mêmes et travaillez dans la tranquillité comme par le passé, le gouvernement français ne vous fera pas défaut et Allah vous aidera.

Signé : IZARAR.

Ainsi se termine le répugnant tract distribué à profusion parmi les indigènes, après le coup de massue qu'on leur asséna. Allah, serait donc avec ceux qui acceptent sans révolte les brutalités du capital français, et, comme le disait cet hypocrite M. de Pouvoir-ville, dans la *Dépêche Coloniale*, en parlant de la mosquée-réclame de Paris « les Mahométans pourront prier Allah dans un sanctuaire digne de la France : puissance musulmane ».

Heureusement que nos frères musulmans, écrasés sous le faix de l'exploitation et de la torture, ne se laissent plus prendre aux boniments de la bourgeoisie franco-indigène. La meilleure preuve, en qu'ils affluant, à la grande épouvante de leurs mauvais bergers et des capitalistes, vers les organisations de classe, qui seules prennent effectivement la défense des opprimés sans distinction de race, de couleur, ni de croyance.

EL DJAZAIRI.

BIZERTE, RÉÉDITION DU HAVRE

M. Saint fait assassiner des ouvriers

On se rappelle que l'enquête menée par les organisations ouvrières lors du massacre du Havre montra clairement que les événements avaient été voulus, prémédités et provoqués par le préfet Lallemand, agissant pour le compte de Schneider et des Tréfileries du Havre.

Bizerte est l'exact pendant du Havre. Les événements qui ont amené le meurtre d'un vieillard et les blessures de six grévistes ont été voulus, prémédités et provoqués par le sieur Campana, directeur général de la sûreté tunisienne.

Les grèves de Bizerte se déroulaient depuis déjà de longs jours, dans un calme absolu. Aucun trouble, aucun incident. Certaines corporations, comme celle des boulangers, étaient rentrés après satisfaction. D'autres continuaient la lutte.

Or, malgré ce calme, M. Campana, directeur général de la sûreté tunisienne, croit devoir quitter son poste, Tunis, pour s'établir personnellement à Bizerte : là, son premier acte est de faire arrêter Kemiri, secrétaire de l'Union locale des Syndicats, malgré qu'aucun délit n'ait été commis, ni par Kemiri, ni par quiconque.

La provocation est évidente. Et c'est pourquoi, lorsque le soir les ouvriers bizertins s'assemblèrent devant le poste de police pour réclamer qu'on relâchât Kemiri, et alors que des orateurs français et indigènes venaient de demander à la foule de ne point se disperser tant que n'aurait pas été relâché celui qui contre tout droit avait été arrêté, mais de conserver la plus grande calme, que, malgré les observations du commissaire de police présent, attirant l'attention de son chef sur la gravité de l'acte qu'il allait commettre, Campana, craignant que les orateurs ne soient écoutés, que le calme ne subsiste et que par suite l'occasion cherchée ne lui échappe, donne l'ordre aux policiers de tirer et aux tirailleurs sénégalais de charger : un feu, six blessés et le prétexte trouvé pour arrêter les jours suivants les militants, selon la règle qui veut que les assassins se défendent en chargeant leurs victimes.

LIBEREZ BEN MILAD !

Voici un mois que Ben Milad, secrétaire du syndicat confédéré des brodeurs sur cuir de Tunis, est en prison préventive. Rappelons son « crime ».

Le 11 septembre dernier, le secrétaire de l'Union des Syndicats de Bizerte, Kemiri, ayant été arrêté contre tout droit et contre toute justice par le sieur Campana, directeur de la Sûreté tunisienne, pour avoir repoussé les offres de corruption qui lui étaient faites (300 fr. par mois s'il consentait à conseiller aux dockers grévistes de reprendre le travail), Ben Milad demanda à la foule qui s'était rassemblée devant le poste de police pour réclamer la mise en liberté de Kemiri de s'abstenir de toute violence, et même de « ne point répondre si on la frappait », mais de rester là jusqu'à ce que justice soit faite, jusqu'à ce que Kemiri soit libéré.

La place de Campana, coupable de forfaiture, coupable d'avoir mis, contre toute légalité, l'autorité publique et les fonds de l'Etat au service des intérêts privés des patrons accablés de Bizerte, est au bagne.

Ben Milad n'est que le bouc émissaire trouvé après deux jours de réflexion pour être chargé d'un délit imaginaire destiné à masquer le délit réel commis par Campana, Ben Milad n'aurait pas dû rester un seul jour en prison, si la magistrature tunisienne n'était pas la plus servile qui fut.

Mais ce qui est plus ignoble encore que la magistrature tunisienne, c'est la C. G. T. Lafayette qui n'aurait qu'un mot à dire à son protégé Herriot pour faire cesser le scandale, et... qui ne le dit pas, laissant ainsi volontairement en prison l'innocent Ben Milad frappé à propos de ses fonctions syndicales dans une organisation appartenant à la C. G. T. Lafayette.

R. LOUZON.

LES VICTIMES DE M. CAMPANA

Dans la matinée du 29 décembre est décédé à Bizerte le jeune Youssef ben Ali, qui reçut 3 balles des pandores du-Pouvoir.

C'est la deuxième victime des actes de sauvagerie infligés de M. Campana, agent servile des compagnies d'acconage, et assassin de la classe ouvrière. Nous nous inclinons bien bas devant la dépouille mortelle de ce marié de la cause ouvrière. Il faut que son nom : Youssef ben Ali, soit gardé vivant dans la conscience ouvrière ; il faut que ce symbole de la foi et du sacrifice entreprenne au cœur de la classe ouvrière de ce pays la flamme sacrée qui l'aidera puissamment à venger ses morts. Un jour viendra...

Le 60^e Anniversaire de la 1^{re} Internationale

SPLENDEDE DÉMONSTRATION

Ce fut le 28 septembre 1864, à Londres, que quelques délégués ouvriers français et anglais jetèrent les bases de la 1^{re} Internationale.

Après soixante années d'événements, après bien des trahisons des social-réformistes, l'idée d'union entre les prolétaires de toutes races et couleurs avait grandi.

Elle s'est concrétisée dans cette œuvre des héros révolutionnaires russes, dignes artisans de la Révolution et continuateurs des directives tracées par la modeste assemblée de Saint-Martin's Hall ; elle s'est réalisée dans cette immense organisation ouvrière qui est l'Internationale Communiste.

C'est ce 60^e anniversaire, que des dizaines de milliers d'ouvriers ont commémoré en acclamant les Soviets et en flétrissant la politique criminelle de l'impérialisme et du colonialisme mondial. Toute cette foule géante a affirmé sa volonté de puiser par le renversement de la bourgeoisie.

Toutes les nations étaient représentées. Les Italiens, en chemise rouge, un groupe nombreux de Chinois et d'Indochinois, portant deux pancartes sur lesquelles on lit : *Vive Sun-Yat-Sen, en français et en caractères chinois ; un camarade arabe en burnous arabe sa haute taille sous la bannière rouge du P.C. On chante l'Internationale. Un soldat radieux ; un tas de mouches en bourgeois assistent au défilé.*

Trois tribunes sont là, sur la grande place. Sur chacune, des militants indigènes ont été délégués pour venir proclamer devant la foule immense des travailleurs métropolitains les revendications des peuples colonisés et dénoncer le banditisme de l'indigne clique.

A la tribune 1, Saint-Jacques, des Antilles, dépeint le sort des noirs et la duplicité du suffrage universel dans les colonies.

A la tribune 2, un camarade en burnous parle en arabe. Il apporte le salut du prolétariat algérien aux ouvriers français et se solidarise avec l'I.C. pour abattre le capitalisme fauteur de guerres.

Truven parle au nom des travailleurs indochinois horriblement exploités et torturés par la clique coloniale.

A la tribune 3, Hassan Issad s'exprime d'abord en français. Dans un langage familier, pittoresque et plein de sarcasmes à l'endroit des bandits coloniaux, il brosse un tableau sinistre et grotesque de la « civilisation » française en Algérie. Il est vivement applaudi. Pour finir, il s'adresse en kabyle à ses compatriotes pour les exhorter à se libérer.

A 6 h. 30, les derniers discours sont prononcés. Le flot des manifestants s'écoule tranquillement par petits groupes, tout au long de l'admirable avenue dont la perspective va du monument de l'Etoile en traversant Neuilly dont les bourgeois ont dû grincer des dents.

ALI-BABA.

SECOURS ROUGE INTERNATIONAL

La répression capitaliste redouble de rage dans tous les pays.

Les ouvriers indigènes des colonies, écrasés sous des lois d'exception, souffrent davantage des exactions capitalistes et colonialistes.

Le Secours Rouge est l'organisation internationale de défense et d'entraide prolétarienne.

Travailleurs de tous les pays, répondez à la répression des esclavagistes de l'impérialisme en soutenant de toutes vos forces le Secours Rouge International !

Pour l'amnistie en France et dans les colonies !

Envoyez les fonds et adhésions, 120, rue La Fayette, Paris (10^e arr.). Chèque Postal : Cordier 695-79.

LA MANIFESTATION DE GOURBEVOIE



Le délégué des peuples opprimés de l'Afrique du Nord en tête du cortège

LES IMPÉRIALISMES ET LA CHINE

« HANDS OFF CHINA »

Les événements de Chine ont deux faces : le conflit entre généraux chinois et l'intervention des puissances étrangères. C'est cette dernière qui nous intéresse le plus, puisqu'elle détermine la guerre intestine et peut avoir les conséquences les plus graves.

Depuis 1635, sous des prétextes différents et par des agressions plus ou moins violentes, les nations capitalistes sont intervenues en Chine à vingt-trois reprises pour arriver à un résultat invariable : arracher des concessions territoriales et des indemnités.

Depuis 1895, la Chine a contracté 16 emprunts, dont les montants sont globalement :

902.000.000 de francs ;
61.500.000 livres sterling ;
64.368.000 dollars ;
115.000.000 de yens ;
1.763.000 couronnes hollandaises.

La douane, les impôts de ses marchés, la recette de ses chemins de fer, la recette de son industrie, les taxes sur les liqueurs et le tabac, le revenu des postes et du Trésor public, la gabelle, etc., ont servi à garantir ces emprunts.

La carte de Chine montre que presque tous les ports importants, presque tous les points stratégiques, presque tous les centres de production moderne sont occupés par les étrangers. Et la carte ne dit pas tout.

Malgré toutes ses faiblesses, malgré toutes ses divisions intestines, ses 11.139.000 kilomètres carrés forment quand même un morceau trop gros pour que la guele de l'impérialisme colonial puisse l'avaler d'un seul coup. Et soumettre brutalement les 499.500.000 Chinois au fer de l'esclavage colonial ne peut se faire en un jour. C'est pourquoi on morcèle la Chine : moyen plus lent, mais plus prudent.

Une autre cause ralentit la colonisation internationale de la Chine : la rivalité entre les impérialismes entre eux.

La France, en possession de l'Indochine, aspire à la mainmise sur la Chine méridionale. La construction coûteuse du chemin de fer Tonkin-Yunnan-Fou en est la preuve.

L'Angleterre, qui possède Hong-Kong, se contenterait, pour le moment du moins, d'une colonisation économique : elle détient déjà le contrôle de presque toutes les sources de pro-

duction ; à quoi bon s'embarrasser de la garde militaire d'un immense territoire ? Mais pour rien au monde, la Grande-Bretagne, ne laissera la France devenir en Asie une véritable puissance coloniale. Et, puisque l'Inde réveille commence à secouer son joug économique, il faut que le mercantilisme britannique cherche des compensations en Chine. Le Japon surpeuplé prendrait volontiers quelques provinces chinoises ; ce que les Etats-Unis ne veulent point permettre ; ce serait pour eux un danger. La Chine leur apparaît comme un marché et comme un allié possible dans un conflit avec le Japon.

Ainsi, nous voyons que les appétits déchaînés des puissances capitalistes ne peuvent que les pousser à la violence contre un pays immense et riche qu'ils veulent coloniser.

Aussi, les ultimatus des nations impérialistes se succèdent. On mobilise des flottes dans les eaux chinoises. On concentre des navires de guerre dans le port de Changhaï et dans l'estuaire du Yan-Tsé-Kiang. Y aurait-il une intervention directe ? Cela est peu probable. Dans cette nouvelle entreprise contre le peuple chinois, l'Angleterre a le rôle dirigeant. Macdonald n'osera pas risquer une intervention à visage découvert. Il se contentera d'aider de son mieux les ennemis de Sun-Yat-Sen. Et la tactique traditionnelle de la politique britannique continue : attendre que les marions soient tirés du feu.

Mais quelle sera, sur le prolétariat mondial, la conséquence de ces interventions impérialistes en Chine ?

La colonisation de la Chine fournirait le capitalisme de main-d'œuvre à un bon marché dérisoire, baisserait les salaires en Europe et en Amérique, consoliderait la puissance du capital. L'intervention en Chine est une attaque directe contre la classe ouvrière.

C'est pour cela que la Russie des Soviets a déjà entrepris un vaste mouvement pour la mise en action de la Société « Ne touchez pas à la Chine ». Le prolétariat international doit faire bloc avec les ouvriers de Russie pour briser l'offensive des impérialistes, et son mot d'ordre doit être :

Paix au prolétariat chinois !
Ne touchez pas à la Chine !
(Hands off China !)

NGUYEN AI QUAC.

Contre l'exploitation du Maroc

Poursuivant leur campagne contre la politique marocaine des deux gouvernements de Paris et de Madrid, les partis communistes d'Espagne et de France ont tenu dimanche 7 octobre, près de la frontière, à Bayonne, un meeting commun de protestation.

La manifestation a été importante. Par les délégués des organisations révolutionnaires, les ouvriers espagnols et les ouvriers français furent mis au courant de la véritable situation actuelle au Maroc et de la nécessité d'une action énergique des travailleurs contre la guerre qui se poursuit là-bas.

Délégués espagnols et français ont marqué que, depuis vingt ans, les impérialismes de leurs deux pays essayent vainement de dompter un peuple qui refuse de se laisser asservir. Ils ont indiqué que depuis vingt ans les gouvernements successifs de France et d'Espagne ont dépensé plus de dix milliards de francs pour des opérations militaires qui sont loin d'être terminées. Ils ont

montré que l'amour de l'indépendance des Marocains du Rif et de l'Atlas les poussait à la lutte désespérée pour la défense de leur sol ; que jamais on n'obtiendrait d'eux (si on l'obtient) qu'une reddition forcée contre laquelle ils ne cesseraient d'en appeler par des guerres sans fin.

Qui donc a intérêt à la prolongation d'un conflit qui a déjà épuisé les ressources de ceux qui s'y engagent ? Qui ? sinon les chefs militaires qui en retirent de grands profits et les banquiers internationaux qui exploitent le pays à fond, dépouillent de leurs terres les malheureux paysans marocains, leur font payer des impôts écrasants et multiplient les scandales au point de soulever de dégoût tous ceux qui connaissent la situation du pays ?

Une république indépendante marocaine est créée dans le Rif. Au nom de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, le devoir des ouvriers de tous les pays est de se tourner du côté du peuple qui affirme ainsi son indépendance et prouve par une lutte de vingt années qu'il en est digne. Aussi les partis communistes de France et d'Espagne, spécialement et directement intéressés, entendent-ils mener une propagande sérieuse et efficace par tous moyens à leur disposition en faveur de la libération marocaine.

C'est à cette œuvre-là qu'a contribué le meeting de Bayonne. Et la question ainsi posée devant l'opinion ouvrière a reçu de celle-ci la seule réponse claire et nette qui s'impose et qui est celle de tout le Parti communiste international.

Marcel CACHIN.

COLONIAUX !

« LE PARIA » EST VOTRE JOURNAL. LISEZ-LE ET FAITES-LE LIRE.

Le PARIA se fera un devoir d'insérer et de dévoiler tous les abus de l'impérialisme envers les masses opprimées. Nous demandons à tous nos frères coloniaux qui souffrent de l'exploitation et du despotisme capitalistes de nous communiquer leurs revendications (politiques et économiques), et de nous informer sur les scandales et les crimes du colonialisme. Nous clouons implacablement au pilori tous les auteurs des ignominies du régime pourri actuel dont les masses coloniales sont les victimes.

LE PARIA.

Vive le Maroc libre !

Le Parti communiste a organisé à Paris, le 11 septembre, un grand meeting pour l'évacuation du Maroc.

Rue de la Grande-Armée, la grande salle de l'Union des Syndicats est comble. Émus, on n'a vu que de la haine, de la rage, de la colère. Voici, coudé à coudé, des Espagnols, des Algériens, des Tunisiens, des Marocains, des Annamites, voilà des Espagnols, des Annamites, des Sénégalais et des Indochinois. Là-haut, sur la tribune, un Arabe en burnous blanc et en pashouk évoque Abd el Krim et Ab del Kader.

Liberté ouvre le meeting en donnant une solide poignée de main à ce camarade pittoresque. Ce geste, dont le symbolisme n'échappe à personne, provoque des applaudissements unanimes.

Mohammed Ben Lekhal, ex-empiré de Mayence, fait un exposé en langue arabe de l'état actuel du régime capitaliste et du colonialisme qui s'y rattache intimement. « Les peuples de l'islam, dit-il, sont tombés dans l'esclavage, mais, courage ! qu'ils se souviennent du rôle qu'ils ont joué dans l'histoire, qu'ils se redressent contre les bandits coloniaux qui souillent leur patrie, qu'ils prennent l'exemple de la Turquie, la Syrie, l'Égypte et le Maroc : tous ces peuples furent asservis comme eux et ils ne le sont plus. »

Hadj Ali dit que depuis 94 ans la France est venue civiliser les Algériens. Mais cette civilisation est pour les indigènes si néfaste qu'ils doivent s'expatrier pour fuir la famine et la violence.

Les expéditions capitalistes faites au nom de la civilisation ne sont qu'un prétexte pour s'emparer des plaines fertiles, laisser aux indigènes des montagnes arides où les faire travailler comme des esclaves.

C'est le sort de toutes les colonies. Les travailleurs coloniaux ne pourront se libérer que s'ils collaborent à l'action révolutionnaire des travailleurs métropolitains. Et ceux-ci, à leur tour, ne pourront faire la Révolution que s'ils attirent à eux les peuples coloniaux qui forment une réserve considérable pour la bourgeoisie.

Doriot. — Chaque fois qu'un impérialisme est battu, tous les autres reçoivent des encouragements. La victoire des Marocains sur Primo de Rivera encouragea les révoltes de l'Égypte, de l'Inde et de la Chine. Un autre prodige s'opéra : la Chine du Sun-Yat-Sen ; si M. Herriot envoie des soldats contre la Chine, nous savons ce que nous aurons à faire : à bord des bateaux, nous recommencerons ce que nous avons réussi à faire dans la Ruhr.

La victoire d'Abdel Krim ne manquera pas de troubler le Maroc français et d'avoir des répercussions dans les colonies françaises.

Au Maroc, nous avons perdu 50.000 hommes et nous avons massacré des populations entières. Pourquoi ? Pour civiliser ? Allons donc ! Pour engraisser la Banque des Pays-Bas, dont M. Painlevé, ce doux homme, est un des plus gros actionnaires. Quant à Lyantey, il mobilise des indigènes pour aller combattre les Blancs comme en 1914, pour tirer sur les grévistes, pour concurrencer les travailleurs métropolitains. Tel est le cynisme des capitalistes : « Avec les Blancs, ils assomment les Noirs, puis avec les Noirs, ils assomment les Blancs. »

L'impérialisme français dispose de 59 millions d'indigènes ; si le prolétariat français ne lui enlève cette ressource, demain, quand il aura pris le pouvoir, il verra venir sur lui des bataillons d'indigènes pour l'écraser.

Il faut évacuer le Maroc et libérer toutes les colonies.

Borguie — délégué espagnol — proclame la solidarité du prolétariat d'Espagne avec les peuples coloniaux, en particulier, avec les Marocains. Il félicite Abdel Krim et renouvelle le geste symbolique d'Liberté, en serrant la main au camarade arabe en burnous.

Cachin. — La question du Maroc est ouverte depuis 1904 et elle est une des causes essentielles de la guerre de 1914.

L'ambition impérialiste de M. Delcassé a résolu de joindre, à l'Algérie et à la Tunisie, le Maroc, depuis longtemps convoité. On déclara publiquement dans les traités franco-espagnols que la France et l'Espagne respecteraient la souveraineté du sultan du Maroc, mais, dans un traité secret, on décida que la France et l'Espagne se partageraient les territoires marocains.

Depuis 20 ans déjà, 85.000 Français et 100.000 Espagnols se battent contre 6 millions de Marocains, sans munitions, résistent, triomphent, et nous ne les avons jamais.

« Même si nous les avions conquis, ils nous auraient haïs comme des voleurs, avec justice. »

Nous avons jeté dans cette guerre 4 à 5 milliards et des milliers d'hommes, et pour quelle dure depuis 20 ans, il a fallu « toute la veulerie, toute la lâcheté du prolétariat métropolitain. »

Le Bloc des Gauches n'a rien changé à la politique du Bloc National. On vient d'envoyer de l'Algérie 5.000 soldats de plus au Maroc. Mais l'humanité continuera sa campagne pour l'évacuation du Maroc qui avait figuré au programme de M. Herriot, Blum et Renaudel, et le P.C. français se joindra au P.C. espagnol pour mener la-bas une propagande comme celle que nous avons menée dans la Ruhr. Il faudra aussi dénoncer les intrigues de la Banque des Pays-Bas, dont la Banque du Maroc n'est qu'une succursale, et qui est le véritable auteur du banditisme national et international dans le Rif et dans l'Atlas.

Mais voici que dans l'univers (au Maroc comme ailleurs) souffle un vent de révolte. Des Hindous, des Musulmans, des Égyptiens, des Chinois, des Indochinois, des Antillais, se redressent contre leurs oppresseurs, les capitalistes anglais, américains, français et hollandais. « Le prolétariat international, exploité lui aussi par le même capitalisme, ne reste pas sourd à l'appel d'un milliard d'hommes jusqu'ici vendus et exploités comme du bétail. »

Mais l'action du prolétariat international

A bas l'Indigénat !

Nombreux, furent les coloniaux qui répondirent le 11 septembre à l'appel de « l'Union intercoloniale » pour flétrir l'ignoble code de l'indigénat et son application envers les ouvriers.

La salle de l'Union sociale est archi-pleine. La réunion était placée sous la présidence d'honneur de l'Emir Khaled et de Mahmoud ben Lekhal.

HADJ ALI montre que sous le règne de la France civilisatrice, les Algériens n'ont connu depuis un siècle que spoliation, oppression et ruine. Il lit une lettre envoyée par l'Emir Khaled, exhortant ses frères à s'organiser, à adhérer dans les syndicats pour revendiquer leurs droits économiques et politiques.

DOROT, député de Paris, au nom du Parti Communiste, rappelle tout d'abord que toute la sympathie agissante du Parti va aux exploités coloniaux. Il illustre par le télégramme envoyé à Abd el Krim dont il donne lecture :

Groupe parlementaire, Comité directeur du Parti communiste, Comité national des femmes communistes, saluent la brillante victoire du peuple marocain sur les impérialistes espagnols. Ils félicitent son vaillant chef Abd el Krim. Espèrent qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol, qu'il continuera, en liaison avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialismes, français y compris, jusqu'à la libération complète du sol marocain.

Vive l'indépendance du Maroc !
Vive la lutte internationale des peuples coloniaux et du prolétariat mondial.
Pour les organismes directeurs,

SEMARD, DOROT.

On envoie, dit-il, des ouvriers français au Maroc pour brûler les villages indigènes et massacrer les habitants, et dans la Ruhr, des ouvriers indigènes pour assurer la domination capitaliste internationale sur le prolétariat allemand. En cas de grèves, on dresse des ouvriers français habillés en soldats contre des ouvriers indigènes, et des ouvriers indigènes habillés en soldats contre des ouvriers français. Cependant l'esprit de classe s'éveille chez les uns et chez les autres. Chez Citroën, des milliers de travailleurs indigènes ont fait grève avec les travailleurs français. Le mouvement de fraternisation des travailleurs de toutes races et de tous pays s'étend de plus en plus.

Les travailleurs indigènes doivent lutter coudé à coudé avec les travailleurs européens. Comment ? En rejoignant les syndicats unitaires. Ils y seront reçus fraternellement et viendront y défendre leur salaire et le grand principe : A travail égal, salaire égal. En adhérant au Parti Communiste, pour réaliser l'expropriation des expropriés, pour abattre la classe capitaliste toute entière.

En terminant, Doriot annonce que le Parti Communiste va créer, pour les meilleurs parmi nos camarades coloniaux, des cours où ils pourront recevoir l'instruction qui leur est refusée par l'impérialisme français et former ainsi une avant-garde éclairée, capable d'émanciper leurs frères exploités et de les conduire dans la voie de la délivrance. Il annonce à l'auditoire enthousiasmé que le Parti est décidé à mener une action énergique pour le retour de l'Emir Khaled.

Quand Doriot descendit de la tribune, Hadj Ali annonça que Mahmoud ben Lekhal, le vaillant prisonnier de Mayence, libéré par l'action du prolétariat français, se trouvait dans la salle. Mahmoud ovationné par toute

SERVEZ LA FRANCE...

Amnistie pour Boukabouia !

Le sinistre et l'antisémitisme Morinaud a combattu, à la Chambre, le projet d'amnistie pour les colonies. Il cite le cas d'un lieutenant indigène, qui a déserté devant l'ennemi, près de Tracy-le-Val, et guerroyé ensuite contre les Français, à titre de colonel dans l'armée turque.

Or, voici ce qui s'est passé. Ecoutez-moi, homme de cœur, et vous jugerez après :

C'était en 1914 ! On se battait avec acharnement sur tous les fronts. Le lieutenant Boukabouia était à la tête de sa compagnie, lorsqu'il apprit que son capitaine venait de mourir. Il se mit à prendre le commandement.

Mais qu'elle fut sa surprise quand il se vit apostrophé par un jeune sous-lieutenant français, qui lui jeta ces mots, pleins de haine et de mépris : « Sachez que vous n'êtes qu'un bicot, le commandement est à moi ! » Boukabouia ne répondit mot ; mais, le soir, il réunit ses hommes, leur expliqua les paroles du conquérant et, leur montrant la direction de l'ennemi, il cria : « Peut-être tuerons-nous plus de justice et de fraternité chez ceux-là. »

Son geste s'explique. Il avait compris que la haine de race, que le capitalisme engendre, subsiste sur les champs de mort.

Dupé, amené à se battre pour un pays et pour des intérêts qui n'étaient pas les siens, il recevait en récompense le mépris et la haine.

Son geste doit être amnistié ! Car il n'a été que la protestation d'un indigène qui ne voulait être ni l'esclave, ni le mercenaire de l'impérialisme omnipotent.

Amnistie ! Amnistie pour lui !
Un insoumis indigène algérien.

n'aura de résultat que si elle est appuyée par des peuples coloniaux eux-mêmes. Que des militants indigènes se forment à notre contact et qu'ils retournent ensuite dans leur pays pour y faire la Révolution.

La conclusion de Cachin est accueillie par des applaudissements frénétiques et la séance est levée. La foule des assistants s'écoule entre les haies de fleurs du gouvernement impérialiste de M. Herriot.

L'assistance dut prendre la parole. Dans un langage élevé, dénotant le révolutionnaire instruit, notre camarade fit, avec clarté, le tableau de l'organisation anarchique de la Société capitaliste et des appétits des magnats de la finance et de l'industrie, qui poussent inévitablement aux guerres de conquête.

Dans la Ruhr, dit-il, nous nous sommes opposés à l'assassinat des ouvriers allemands par le capitalisme franco-allemand. Nous avons été emprisonnés et torturés par les sbires du Comité des Forges et de Krupp, mais nous avons montré qu'en face du capital international, se dresse le travail international sans distinction de couleurs ni de races. Et le capital dut reculer.

BEN LEKHAL Mahmoud rappelle ensuite à ses compatriotes, qu'ils ont déjà vécu 94 années de misères, sous la botte de l'impérialisme français qui les exploite tellement qu'ils sont devenus le peuple le plus asservi du monde musulman.

Seule, leur volonté de s'organiser, de s'allier au prolétariat européen, les libérera comme la déjà fait la Russie soviétique envers leurs frères musulmans jadis, opprimés par le régime tsariste.

SAINT JACQUES (antillais) fit un tableau de la misère des indigènes de son pays et dit que les quelques droits de citoyens dont ils jouissent ont été arrachés par ses compatriotes lors de la Révolution de 1848.

TRUYEN (Indochinois). — « Les orateurs qui m'ont précédé ont proclamé notre admiration envers le héros de l'indépendance marocaine ; je voudrais, pour ma part, associer à cet hommage, un autre héros de l'indépendance, qui, en ce moment même, lutte héroïquement pour arracher son pays, la Chine, à l'empire des impérialismes anglais, américains et français. »

Ce héros de l'indépendance chinoise, c'est le Dr Sun-Yat-Sen. C'est le père de la Révolution chinoise ; c'est aussi un admirateur fervent de la Révolution russe.

Le camarade Doriot vous rappelait tout à l'heure que le P. C. français avait envoyé un télégramme de félicitations à Abd el Krim ; eh bien ! je vous rappelle à mon tour que le P. C. français a souscrit au télégramme de félicitation que l'Internationale Communiste a envoyé au Dr Sun Yat Sen.

Cela prouve que l'action du P. C. va loin. Elle s'étend de l'extrême Asie à l'extrême Afrique ; elle embrasse le monde. Raison de plus, pour venir à lui. »

Truyen évoque ensuite la situation misérable de ses compatriotes et leurs efforts pour se libérer.

ALI HAMAMOU (Algérien) fit le procès de l'indigénat, qui est, dit-il, une honte pour la France, la France qui se place à la tête de la civilisation !

STEPHANY (malgache) montra les procédés employés par le colonialisme français à Madagascar. Le gouvernement avait promis des naturalisations. Nos coloniaux font tout pour y résister. « En tout que trente naturalisations ! »

BOURAHILA appelle ses frères à s'organiser solidement avec leurs camarades français dans la C.G.T.U. pour opposer à la vague du capitalisme la dignité des travailleurs.

VICTOR SPIELMANN, directeur du Trait d'Union d'Alger, apporte à l'assemblée le salut des opprimés algériens. Les orateurs qui viennent de prendre la parole, dit-il, vous ont exposé les beautés de l'indigénat, que les requins de France, chassés par les requins coloniaux, veulent implanter ici en créant un bureau des affaires indigènes à Paris. Il faut

L'Esclavage à Madagascar

De toutes les colonies françaises, Madagascar est certainement celle où la population indigène est la plus opprimée.

Les esclavagistes Garbi, Francis-Mury et consorts nous taxeront de fomenteurs de révoltes si nous dénonçons les procédés criminels qu'ils appliquent envers les Malgaches pour attirer les industriels et les gros colons.

Les indigènes sont écrasés par des travaux si peu rémunérés que nous ne nous étonnons pas de voir les sociétés coloniales exhiber leurs dividendes et leurs capitaux fabuleux. Les livres du Comptoir d'Escompte de Paris, à Tananarive, étalent des chiffres effrayants.

La clique coloniale possède toutes les entreprises. Les administrateurs exécutent les ordres des gros concessionnaires. On emploie des moyens « colonialistes » pour recruter le matériel, aucun nécessaire aux forçats coloniaux.

Quelques exemples :

L'esclavagiste Gros est membre du Conseil d'administration de Madagascar. Ses fonctions ne l'empêchent point d'être l'associé de Mme Suberbie, propriétaire des concessions de graphite de Tananarive. Et, pour que l'exploitation des mines de graphite rapporte de gros bénéfices, M. Gros fait venir les Piadidys (chefs de quartier) ; il leur signifie de lui emmener des indigènes qu'il désire employer à tour de rôle pour des salaires de 1 fr. 50 à 1 fr. 75 par jour. Si les Piadidys n'exécutent pas ses ordres comme ce fut le cas de celui d'Ankadivibé, ils doivent, alors, accomplir la besogne de l'esclave qu'ils n'auraient pu trouver.

Un autre négro, de la province de Tananarive, M. Pechemarty, somme ses chefs de districts de « donner satisfaction » aux demandes de malgache indigène formulées des colons. On sait que cela signifie en langage colonial. Quant aux salaires, ils s'élèvent pour des journées d'au moins 10 heures, à 1 et 2 francs. 2 francs, c'est le maximum atteint à Tananarive.

Et, quand on pense que le riz coûte 0 fr. 80 le kilo, la viande 1 fr. 50, le sel 1 fr., le bois (chauffage) 1 fr. les 10 kilos, la toile la plus ordinaire 3 fr. 90 le mètre, on peut juger à quelle vie misérable sont condamnés les Malgaches sous la « protection » de la France généreuse.

RAKOTAVO.

protester contre une pareille prétention et demander au prolétariat de France de s'y opposer. Notre camarade fit ensuite l'exposé de quelques faits typiques à l'actif des « quins coloniaux » soutenus par la haute Administration.

La tribu des Hachem, de la région Sétienne que j'ai habitée pendant 45 ans, a été expropriée de 50.000 hectares de ses meilleures terres, en 1871. Refoulée vers les steppes incultes, elle est revenue sur ses anciennes terres, non plus en propriétaires, mais en serfs travaillant pour l'exploiteur, moyennant le salaire dérisoire de 1 fr. 50 par jour !

Faute de moyens appropriés (hydraulique, crédit) les récoltes sont incertaines et c'est une des causes des famines meurtrières qui désolent l'Algérie. Faute de terres cultivables, le paupérisme et la misère deviennent le lot des indigènes algériens et les obligent à traverser la mer, pour chercher en France des salaires meilleurs.

De 1870 à 1912, les indigènes n'eurent pas de presse sérieuse. Seul à partir de ce moment là, l'Ikdam, dirigé par notre ami l'Emir Khaled, fit connaître la situation malheureuse de ses coreligionnaires, les abus dont ils étaient victimes et les méfaits des requins en chapeau ou en burnous qui, soutenus par le Gouverneur général, mettaient en coupe réglée le pays. Khaled fut l'objet de toutes les attaques. Écrasé par les amendes il tenait tête cependant à la meute acharnée après lui. C'est alors que le gouvernement l'exila. Mais il est revenu parmi nous en France, mener le bon combat et exhorter tous les musulmans exploités à faire l'union.

HASSEN ISSAD (Kabyle) retrace avec vélocité, les charniers de 1914-1918, où des milliers de ses frères moururent aujourd'hui, sacrifiés pour cette guerre infâme que les bandits capitalistes et colonialistes appellent pompeusement la guerre du Droit. Qu'est-ce qu'elle rapporte cette guerre du Droit ?

Des lois de répressions nouvelles et des lois d'exception plus nombreuses qu'auparavant ! Et toujours l'indigénat ! On nous torture plus que jamais. Nous en avons pardessus la tête.

Hassen Issad est vivement applaudi par ses compatriotes venus en foule. Il s'exprime en kabyle.

La réunion est terminée par le vote, à l'unanimité, de l'ordre du jour ci-dessous :

Ordre du jour :

Les indigènes originaires de toutes les colonies françaises et leurs frères prolétaires de la métropole, réunis le 11 septembre 1924, salle de l'Utilité Sociale, 94, avenue Auguste Blanqui, après avoir entendu le citoyen Doriot, député de Paris, et les orateurs de l'Union intercoloniale, s'unissent pour protester contre la création d'un bureau des Affaires Indigènes dans le département de la Seine, qui ne serait qu'une Annexe de l'Indigénat en France.

S'élèvent avec indignation contre le maintien de cet odieux régime dans les colonies.

Dénoncent le gouvernement du Bloc des Gauches qui poursuit la même politique esclavagiste que celle du Bloc National. S'engagent à lutter énergiquement jusqu'à leur émancipation totale.

Réclament l'amnistie générale pour les coloniaux et le retour de l'Emir Khaled dans son pays.

Se séparent avec cris de : Vive la solidarité ouvrière ! Vive la C.G.T.U. ! Vive le Parti de la libération des peuples opprimés ! A bas l'indigénat !

Les dessous de l'affaire de Georgie

L'affaire de Georgie, ourdie par les mencheviks internationaux à la solde des magnats du pétrole et de la finance, a échoué piteusement. Malgré tout le « battage » de la presse capitaliste, le Daily Herald des amis de Renaudel est obligé de reconnaître l'existence d'un « soulèvement » du peuple géorgien.

Parmi les intrigues déployées par la Standard Oil Co, la Royal Dutch Shell Co et leurs valets contre-révolutionnaires et social-traites, on tendait, aussi, à faire croire que la Turquie se préparait à intervenir contre la Georgie soviétique. On avait même annoncé à grand bruit que Mustafa Kemal s'était rendu à Trébizonde pour « étudier la situation ».

De tout ce bruit il semble qu'il y ait eu en tout cas ceci de vrai : un « Etat voisin de la Russie » (lequel, on ne le sait que trop) a remis ces temps-ci au gouvernement d'Angora un document complètement apocryphe, représentant le texte d'un soi-disant accord secret conclu entre l'Italie et la Russie en vue d'une agression contre la Turquie (1).

Le manœuvre n'est que trop claire. Il fallait monter la Turquie contre la Russie pour obtenir le renfort de l'armée turque contre la Georgie soviétique.

L'agence Rosta a confirmé la fausseté absolue de ce document incompatible, d'un bout à l'autre, avec le fondement élémentaire de la politique du gouvernement soviétique en particulier, à l'égard des pays d'Orient.

MAU-LÊN, OUTREY !

Lors de la discussion sur l'amnistie, à la Chambre, M. Outrey eut l'idée de lire un tract révolutionnaire, rédigé, dit-il, en chinois et en annamite.

Mais, comme il se faisait trop attendre, vu que lui-même il avait de la peine à déchiffrer ce fameux document, André Marty lui cria : « Mau-lên! Mau-lên ! », ce qui veut dire, paraît-il : « Mais dépêche-toi donc, espèce d'andouille ! »

Le Gérant : Léopold MESNARD.

A la Guadeloupe

Les derniers événements de la Guadeloupe ont fait couler beaucoup d'encre.

Le gouvernement, se retranchant derrière une inadmissible et coupable ignorance, ne se montrait pas prodigue de renseignements ; la presse à côté des interviews, a publié, chaque jour, des articles contenant une relation des faits, mais qu'ils résultaient de télégrammes particuliers. Depuis le milieu de septembre, à la suite de l'explosion d'une bombe, René Boisauf est arrêté ; plusieurs de ses amis ont subi le même sort, certains pour avoir tenu la métropole au courant de ce qui se passait ; une grève générale du commerce a failli éclater en signe de protestation contre.

Enfin, les dernières nouvelles laissent à entendre que la liberté de la presse aurait été supprimée.

En présence d'une situation aussi grave, le parti se doit de faire connaître son sentiment sur les causes du mouvement, les responsabilités encourues et les conséquences qui doivent découler de celles-là.

Les causes

En 1848, coïncidant avec la suppression de l'esclavage, la population noire des Antilles était appelée à l'exercice des droits politiques. Or, depuis dix-huit ans, se sont instaurés dans ce pays un régime de candidatures officielles et de telles mœurs électorales qu'en fait le système a abouti à la désignation des députés, non par les électeurs, mais par l'administration. Il se caractérise par la suspension des mandats, la dissolution par des commissions municipales, dont les présidents sont des fonctionnaires se faisant les serviles exécuteurs des ordres du gouvernement. Partout, c'est l'ingérence de la force armée. Les fusils, les baïonnettes, les mitrailleurs, les croiseurs et leurs effectifs servent soit à expulser les citoyens des bureaux de vote, soit à transporter des urnes en lieux sûrs où se font les dépouilles. L'effronterie féroce du scrutin, en faveur des candidats gouvernementaux. C'est à l'élection de mai, à la Guadeloupe, MM. Candace et Jean François.

Comme il convient, le capitalisme et l'impérialisme président au choix des candidats patronnés par le pouvoir. Les élections de l'Assemblée, les élections de la Guadeloupe, le département d'outre-mer, est le défenseur, au Parlement, du renouvellement anticipé du privilège de la Banque de France. C'est l'allié de Béranger, l'homme des papiers. Chaque fois qu'une critique est formulée à l'encontre de la politique coloniale du gouvernement ; chaque fois qu'un crime, qu'un scandale impérialiste dans les colonies sont dénoncés, Candace est celui qui se lève pour crier à la calomnie, à l'antipatriotisme, tentant de couvrir la face des choses, en proclamant qu'il est fier de ce que la France républicaine a fait de la Guadeloupe. C'est lui, au cours de la dernière législature, a mis en lumière, à la Chambre, par certaines interrogations, ce que cache de pourriture et d'ignominie l'exploitation des indigènes des colonies, sans qu'il n'ait d'ailleurs jamais osé indiquer à ceux-ci le moyen de se libérer. Peu importe, leurs titres respectifs suffiraient pour déterminer l'application des lois électorales. Elle a abouti, d'une part, à la proclamation de Candace et de son co-législateur comme députés de la Guadeloupe ; d'autre part, à révéler, dans l'âme d'une population oisive et orgueilleuse, un sentiment de révolte dont la manifestation préalable eut pu éviter la perpétration de la fraude et dont, en tous cas, le développement dans l'avenir constituerait une garantie du libre exercice de ses droits politiques.

Max-Clainville BLONCOURT.

(A suivre.)

L'impérialisme anglais et le Soudan

Londres, 4 octobre. — L'Agence Reuter apprend de source égyptienne que Mac Donald a informé Zaghoul Pacha qu'il lui était impossible de retirer les troupes britanniques d'Égypte ; celles-ci étant nécessaires à la protection du canal de Suez.

Voici un nouvel exemple de l'hypocrisie de cet prétendu pacifiste, Mac Donald ! A Genève de longues et filandréuses palabres sur la paix, le désarmement, etc. ; en Égypte, refus de retirer les troupes d'occupation sous le prétexte classique de se « protéger » ! La conduite de Zaghoul n'est guère plus loyale envers le peuple égyptien dont il devait défendre les intérêts à Londres. Se sentant trop lâche pour protester contre la mal-mise de l'Angleterre sur le Soudan, il propose de s'en remettre à l'arbitrage de la S.D.N. Alors qu'il sait fort bien que cette Société a toujours pris le parti des oppresseurs.

Il nous faut 2.000 Abonnés

Notre action a porté. Les masses coloniales déprimées par le colonialisme se réveillent de leur léthargie.

Beaucoup se guérissent de leurs illusions. Les meetings que nous organisons sont de plus en plus fréquentés, et les résultats sont pour nous si satisfaisants que nous le constatons encore par l'épouvante qu'éprouve le nouveau gouvernement impérialiste.

Des bourgeois surveillent notre local, notre correspondance est ouverte par l'absolue administration du libéral Herriot. Nous nous en fichons. Nos malheureux frères coloniaux souffrent trop pour que nous nous détournions du but que nous visons.

Nous ne leur demandons qu'à nous soutenir par leur aide matérielle (souscription et abonnements) et morale, afin d'assurer la parution de notre feuille. Nous les prions d'envoyer la documentation par un tiers habitant Paris, et qui nous la remettrait personnellement. Notre siège est ouvert tous les dimanches, de 10 heures à midi.

DES MUNITIONS POUR LE « PARIA »

Vive Khaled !	Fr. 4.392 15
A bas l'indigénat !	100 »
Un Annamite	25 »
Felsina	20 »
Un groupe d'ouvriers kabyles	52 50
Collecte, réunion intercoloniale sur les événements de la Guadeloupe	80 »
Boutalbi	5 »
Saidoun	5 »
M. L.	5 »
Pour le retour de Khaled	50 »
Un Guadeloupéen	25 »
Un groupe de Marocains	12 25
Moulai Hassan	10 »
Z.	5 »
Libérez Ben Milad	10 »
Total	Fr. 4.791 90

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Imprimerie Française (Maison J. Dangon)
123, rue Montmartre, Paris (2)
Georges DANGON, Imprimeur.